

Donald Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury : le bois, le roc et le rail*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2017, 389 p.

Gratien Allaire

Numéro 44-45, automne 2017, printemps 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055909ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055909ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa  
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

### ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Allaire, G. (2017). Compte rendu de [Donald Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury : le bois, le roc et le rail*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2017, 389 p.] *Francophonies d'Amérique*, (44-45), 163–167.  
<https://doi.org/10.7202/1055909ar>

## Recensions

**Donald Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury: le bois, le roc et le rail*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2017, 389 p.**

Le sociologue et historien Donald Dennie connaît bien l'histoire de la région de Sudbury puisqu'il en a étudié des parties dans sa thèse de maîtrise et dans une publication sur la paroisse de Sainte-Anne-des-Pins, dans sa thèse de doctorat sur la ville de Sudbury et dans une publication sur la communauté canadienne-française de Rayside-Balfour (*À l'ombre de l'INCO*, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2001). Son *Histoire sociale du Grand Sudbury* étend sa recherche à toute la région. Divisée en quatre parties, elle couvre presque un siècle d'histoire: 1) «L'ouverture du territoire 1883-1900», 2) «L'industrialisation et l'émergence de conflits de classe 1901-1925», 3) «Monopole minier et organisation de la classe ouvrière 1926-1949» et 4) «Intervention de l'État 1946-1972».

L'auteur a fondé son étude sur une recherche poussée et sur une masse documentaire imposante et très pertinente. Il a balayé large, utilisant des sources archivistiques, celles, entre autres, de la compagnie International Nickel Company (INCO), de la Ville de Sudbury, du syndicat International Mine Mill and Smelters Workers (le Mine Mill) et d'associations locales, des sources journalistiques, dont le *Sudbury Star* et le *Canadian Mining Journal*, et une abondante documentation gouvernementale provinciale et fédérale. La liste des articles et des ouvrages consultés est tout aussi abondante, tant sur l'industrie et sur les syndicats que sur l'histoire locale. L'histoire qu'en fait ressortir Donald Dennie, touffue, documentée et structurée, représente bien les changements qu'ont connus la région et ses différentes composantes géographiques, économiques, sociales et politiques.

L'approche de Dennie «est fondée sur l'idée que la propriété constitue le facteur déterminant dans l'étude de la vie sociale et politique de collectivités et d'une région comme celle du bassin de Sudbury» (p. 22). L'auteur utilise comme cadre conceptuel une «perspective» marxiste,

développée dans sa thèse de doctorat et basée sur la division de la société en trois classes sociales : les ouvriers, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie.

Dans la définition classique de ces classes, la bourgeoisie est propriétaire du capital et des moyens de production et emploie les ouvriers. Pour ce qui est de Sudbury, cette bourgeoisie était canadienne dans le domaine des chemins de fer et celui de l'exploitation forestière, et elle était américaine et anglaise dans le secteur des mines. C'est cette dernière qui était le plus grand employeur de la région. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, la Canadian Copper, devenue plus tard l'INCO, s'était trouvée en situation de quasi-monopole et de domination de la main-d'œuvre, avec « la complicité de l'État » (p. 28). La compagnie Falconbridge est venue s'ajouter sans changer la situation.

Dans ce système capitaliste, les ouvriers, de leur côté, n'ont que leur force de travail à offrir. Ils étaient d'abord pratiquement démunis face à l'employeur, et à l'État, malgré des arrêts de travail et des tentatives de syndicalisation, cassées par l'entreprise qu'appuyait l'État. Ils ont pu s'organiser à partir de 1944 à la suite de l'intervention du gouvernement fédéral, et le Mine Mill a alors pu négocier une première convention collective. S'en est suivie, au cours des années 1950, une période de syndicalisation fructueuse des travailleurs des autres entreprises de la région. La très longue grève de 1958 a beaucoup nui au syndicat, qui a dû ensuite faire face à une très dure lutte intersyndicale avec les Métallurgistes unis d'Amérique, qui ont finalement conquis la force ouvrière de l'INCO et relégué le Mine Mill au second plan, avec les ouvriers de la compagnie Falconbridge.

La petite bourgeoisie, une troisième classe, intermédiaire, possède un peu de capital, est propriétaire de ses moyens de production, travaille à son compte et emploie de la main-d'œuvre, « souvent des membres de [l]a famille » (p. 24). Une telle petite bourgeoisie, faut-il le préciser, se forme rapidement dans les nouveaux développements et dans les groupes ethniques, et ce, en nombre et en qualités proportionnels à leur taille ; elle regroupe les marchands, les grands fermiers, les personnes qui pratiquent des professions libérales et le personnel religieux. Elle accumule son capital à l'aide des surplus des producteurs indépendants et doit se trouver dans les communautés environnantes. À Sudbury même, cette petite bourgeoisie s'est approprié les postes de gestion publique. Elle a évolué au cours des années et a créé des entreprises de plus ou moins grande

taille liées à la croissance de la région et souvent au service des géants miniers. Ces entreprises ont pris de l'ampleur et embauché un plus grand nombre d'ouvriers. Elles ont été touchées par la vague de syndicalisation des années 1950, à laquelle elles ont répondu dans la décennie suivante par le transfert de propriété et la désyndicalisation.

Comme il l'a fait dans son étude sur Rayside-Balfour, l'auteur utilise une classe sociale additionnelle, les fermiers, et une forme de production différente, la petite production indépendante. Ces derniers pratiquaient « une économie d'autosuffisance », du moins dans les premières décennies du xx<sup>e</sup> siècle. Cependant, selon l'auteur, les hommes étaient responsables de « la mise en marché des produits de la ferme » et le surplus « était écoulé sur le marché local ou au marché de Sudbury établi en 1914 ». Les fermiers étaient aussi « membres de coopératives de production ou de mise en marché » (p. 204). Cette relation au marché, peu approfondie par l'auteur, donne certainement une forme modifiée d'autosuffisance. D'autres renseignements auraient enrichi cette partie de l'étude et présenté une image moins idyllique du milieu agricole, à supposer que la documentation soit disponible: la forme et le niveau d'endettement fermier pour l'achat de terres, d'animaux de ferme et d'instruments aratoires; l'utilisation des revenus engendrés par les surplus éventuels; la forme du versement de la dîme à la paroisse et au curé et son effet sur le revenu fermier... Plus précisément, le fermier ou ses fils avaient-ils besoin d'obtenir un revenu supplémentaire pour soutenir leur petite production indépendante?

L'auteur souligne bien le lien des fermiers à l'industrie forestière, « soit comme salariés durant les mois d'hiver, soit comme sous-traitants ou comme vendeurs du bois de leur terre » (p. 204). Ce sont là les caractéristiques d'une économie agroforestière, une interprétation mise de l'avant par l'historien Normand Séguin pour mieux comprendre le peuplement de la région du lac Saint-Jean dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle. Dans un tel système, le travail en forêt constitue un apport essentiel, sinon important, à l'économie familiale.

L'auteur écrit aussi que les fermiers « travaillaient parfois dans les mines mais n'y étaient pas embauchés à plein temps ». Pourtant, dans son étude sur *Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury, 1886-1930* (Sudbury, Éditions Prise de parole et Institut franco-ontarien, 1998), Paul de la Riva conclut, après l'étude d'un échantillon (lettres B et L) de fiches

d'embauche de l'INCO, que «les Canadiens français embauchés entre 1912 et 1930 constituaient environ 24 % des effectifs», pourcentage qu'il réduit ensuite entre 12 % et 15 % pour atténuer l'effet de la méthode d'échantillonnage (p. 173). Par ailleurs, est-il possible que certains fermiers aient ensemencé leurs terres en espérant que les retombées acides de l'usine leur permettraient d'obtenir ainsi un revenu supplémentaire (voir p. 205-206)? On peut penser qu'il en était de même pour les Finlandais et les autres groupes fermiers. L'historien ne devrait-il pas s'interroger sur l'existence d'une économie agro-minière ou agro-industrielle, au moins avant la Deuxième Guerre mondiale?

L'utilisation du modèle marxiste «propriétaires-prolétaires/ouvriers», ou «patrons-employés», est utile pour présenter le rapport entre ces deux classes sociales en contexte industriel; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il a été conçu. La distinction entre grande bourgeoisie et petite bourgeoisie a aussi sa raison d'être, pour autant que, comme l'auteur le fait, l'on considère les membres de cette petite bourgeoisie comme des propriétaires, et qu'elle se comporte en bourgeoisie, comme elle l'a fait après la Deuxième Guerre mondiale. La lutte des classes reste un concept intéressant, mais il faut l'évaluer en prenant en compte le fait que la plus grande lutte des années 1960 impliquait deux organisations ouvrières. Quant au concept de petite production indépendante, ou d'autarcie, il est d'application limitée dans une région où la production minière et industrielle occupait une aussi grande place dans l'économie et où l'autosuffisance «était toutefois affectée par le capitalisme environnant, et ce, de plusieurs façons» (p. 207).

Bref, le cadre conceptuel mériterait d'être raffiné pour tenir compte de la diversité des situations. Cette critique n'empêche pas l'étude de Donald Dennie de mériter une belle place dans la bibliothèque de l'historien. Elle couvre un territoire peu connu, elle ouvre une fenêtre sur l'économie et la société d'une région encore peu étudiée dans son ensemble et peut servir à alimenter une analyse plus poussée, ou basée sur un cadre conceptuel différent, non seulement des relations sociales, mais aussi des relations économiques, résultant d'un ensemble d'activités agricoles, forestières et minières.

L'étude de Dennie est de bonne et intéressante lecture. Il faut bien souligner qu'un ouvrage aussi touffu mériterait un index, pour permettre

la navigation en fonction des personnes, des lieux et des organismes mentionnés.

*Gratien Allaire*  
*Professeur émérite*  
*Université Laurentienne*

**Nathalie Dessens et Jean-Pierre Le Glaunec (dir.), *Interculturalité: la Louisiane au carrefour des cultures*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Les Voies du français », 2016, 370 p.**

La confluence culturelle qui a façonné la Louisiane traditionnellement francophone se prête volontiers à la métaphore d'un carrefour. À la croisée de la Nouvelle-France et des Antilles, des Amériques latine et anglophone, de l'Europe et de l'Afrique, le « carrefour louisianais » qu'envisagent les directeurs de cet ouvrage, à savoir Nathalie Dessens, de l'Université Toulouse-Jean Jaurès, et Jean-Pierre Le Glaunec, de l'Université de Sherbrooke, renvoie tout d'abord à

un lieu, des lieux, où s'interpellent, se juxtaposent et se superposent (parfois dans des relations de pouvoir profondément inégales, parfois non) des cultures, des groupes d'hommes et de femmes, certains libres, d'autres non, des rythmes musicaux, des couleurs et des matières de vêtements, des façons de prier et de se connecter au divin, des variétés de langues, des interprétations différentes, mais finalement souvent concordantes, du nationalisme américain, des façons d'être et de s'imaginer louisianais [...] (p. 1-2).

À la valeur heuristique de cette conceptualisation s'ajoute une intention historiographique : mieux cerner les orientations qui se dessinent à l'heure de « l'exploration de nouveaux concepts et de nouveaux objets, en particulier dans une perspective interdisciplinaire » (p. 6). Ainsi, à deux phases antérieures des études franco-louisianaises contemporaines, la première axée sur la racialisation des identités et des relations sociales, la seconde correspondant au « moment atlantique » des années 2000, aurait succédé la conjoncture actuelle du « carrefour », survenue après la catastrophe de l'ouragan Katrina. À des degrés divers, les treize études rassemblées dans ce volume, issu de deux colloques tenus en 2012, s'inscrivent dans une telle vision.

D'emblée, une précision s'impose : la Louisiane telle qu'explorée dans *Interculturalité*, c'est avant tout La Nouvelle-Orléans, et une certaine Nouvelle-Orléans créole : on ne trouvera pas d'études sur